

Les Productions du dinosaure barbu



vous présentent

Le projet de loi 70



Tous droits réservés - (... bien que, pour un prix...)



Proposition de déroulement

1. Accueil (15 minutes)
2. Notre monde selon le revenu (15 minutes)
3. Projet de loi 70 – **leur réforme** de l'aide sociale (30 minutes)
4. **Notre réforme** de l'aide sociale (15 minutes)
5. Pensez la chose d'une toute autre perspective (30 minutes)

120 minutes

Quelques revenus annuels (avant impôt)

Aide sociale, 2012, personne seule (Gatineau)	?
Aide sociale, 1982 (en \$ de 2015), personne de plus de 30 ans • Si le gouvernement n'avait pas coupé la prestation de base et l'aurait indexée pleinement (comme c'est le cas depuis 2009)	?
Mesure du panier de consommation (MPC) – une mesure de sortie de la pauvreté / la mesure officielle du gouvernement du Québec	?
Salaire minimum Maintenant 10,55 \$ /l'heure, 35 heures semaine	?
Seuil de faible revenu (SFR) une autre mesure de sortie de la pauvreté	?
Revenu de la classe moyenne qui bénéficie de la réduction d'impôt de J. Trudeau	?
Salaire moyen canadien (2015)	?
Le revenu moyen des 100 entrepreneurs les plus riches au Canada (2015)	?
P.K. Subban	?

Quelques revenus annuels (avant impôt)

Aide sociale, 2012, personne seule (Gatineau)	7 476 \$
Aide sociale, 1982 (en \$ de 2015), personne de plus de 30 ans	9 719 \$
Mesure du panier de consommation (MPC) – une mesure de sortie de la pauvreté / la mesure officielle du gouvernement du Québec	15 842 \$
Salaire minimum Maintenant 10,55 \$ /l'heure, 35 heures semaine	19 201\$
Seuil de faible revenu (SFR) une autre mesure de sortie de la pauvreté	20 032 \$
Revenu de la classe moyenne qui bénéficie de la réduction d'impôt de J. Trudeau	44 700 \$
Salaire moyen canadien (2015)	48 636 \$
Le revenu moyen des 100 entrepreneurs les plus riches au Canada (2015)	8 960 000 \$
P.K. Subban	9 000 000 \$

L'évolution de la pauvreté (1/2)

- Le nombre de personnes à faible revenu (selon la MPC) a **diminué de 2002 à 2007** mais a **remonté** suite à la crise économique de **2008**.
 - 791 000 personnes en 2002
 - 629 000 personnes en 2007
 - 842 000 personnes en 2011
- En 2002, **10,8%** de la population n'arrivait pas à couvrir les besoins de base tels que définit par la MPC; en 2011, le pourcentage était de **10,7%**.
- **Conclusion :** Malgré l'adoption d'une loi et la mise en place de deux plans d'action gouvernementaux pour lutter contre la pauvreté, la situation n'a que très peu bougé.

L'évolution de la pauvreté (2/2)

La pauvreté ne se limite pas aux prestataires d'aide sociale.

En 2010, au Québec, plus d'une personne sur quatre (**27,9 %**) avait un revenu se situant sous la MPC ou juste au-dessus (jusqu'à 150 % du montant de la MPC: 23 763 \$ ou 13,05 \$ / l'heure).

Les personnes rémunérées au salaire minimum ont vu leur situation s'améliorer un peu entre 2004 et 2013. Elles continuent toutefois de vivre dans la pauvreté même si elles travaillent à temps plein, 35 heures par semaine.

Les inégalités au Québec (1/2)

En croissance ou en décroissance ?

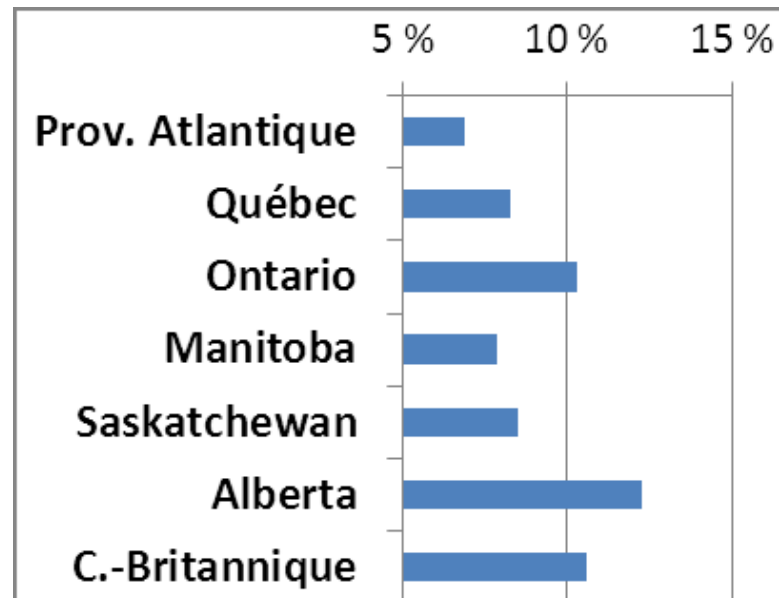
La proportion de richesse accaparée par le 1% le plus riche au Québec, qui était de 7% il y a 25 ans, représente près de 12% aujourd'hui.

Source:

Alain Noël et Myriam Fahmy (dir.), **Miser sur l'égalité. L'argent, le pouvoir, le bien-être et la liberté**, Montréal, Institut du Nouveau Monde (INM) et Fides, 2014.

Les revenus du 1%

Au Québec, le 1 % des contribuables les plus riches accaparent **8,3 %** de l'ensemble des revenus disponibles après impôts et transferts. **Cependant, la tendance est à la hausse au Québec.** Depuis le début des années 80, la part des revenus bruts (revenus de marché) que le 1 % des contribuables les plus riches accaparent est passée de 7 % des revenus globaux à 11,6 %. **Le rythme de cette croissance est équivalent à celui du Canada, soit une hausse de 66 % en 28 ans.**



Graphique : Part des revenus disponibles globaux obtenus par le 1 % des contribuables les plus riches, par province, 2010

Deux questions

En temps normal, le gouvernement a-t-il le droit de couper la prestation de base d'un.e prestataire d'aide sociale?

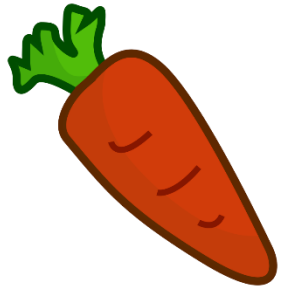
Non.

L'idée d'une prestation minimale a été annoncée comme une intention dans la loi 112 (visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale) / Instaurée dans la LOI SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES (2005).

Le gouvernement du Québec, peut-il forcer un.e prestataire de suivre un cours ou d'accepter un emploi, faute de quoi le prestataire perdrait sa prestation de base?

Non.

- La réforme de 2005 a préconisé la carotte et non pas le bâton .
- L'idée se trouvait dans la réforme de l'aide sociale (Louise Harel, 2005), mais n'a jamais été appliquée.

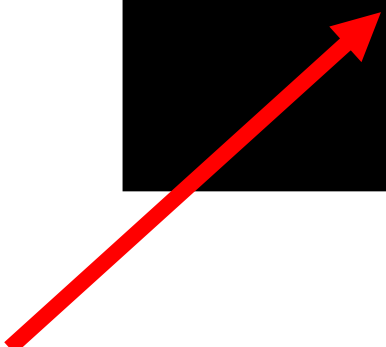


Évolution dans le nombre de ménages à l'aide sociale (Québec)

En 2015 (octobre)	313, 300
En 2010	335,493
En 2002	359 973
En 1992	420 625

Projet de loi 70

**Loi visant à permettre une meilleure adéquation
entre la formation et l'emploi
ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi**



Deux parties au projet de loi

- Abolition d'Emploi-Québec (ne nous intéresse pas)
- Réforme de l'aide sociale (n'est pas intéressante...)

Projet de loi 70

Les changements

Abolition du programme Alternative Jeunesse

Éléments nouveaux et dangereux

- **Nature obligatoire** du programme « Objectif emploi »
- **Emploi convenable**
- **Catégorie « nouveau demandeur »**

Projet de loi 70

Les changements

Éléments nouveaux et dangereux

- **Nature obligatoire** du nouveaux programme « Objectif emploi » (*workfare* - retour à 1994; violation du droit au travail librement choisi) ;
- **Emploi convenable** (importé de la réforme de l'assurance chômage; Qu'est-ce que c'est? - Il sera ce que le ministre décidera...);
- **Catégorie « nouveau demandeur »** (sous-classe de citoyen? Pas un prestataire, mais un... ??).

Projet de loi 70

Un recul majeur

La personne à Objectif emploi recevra 1) une prestation de base; 2) une allocation de participation; 3) le remboursement de certains frais.

A ce titre, semblable au programme actuel d'Alternative Jeunesse.

- **La personne qui ne respecte pas les conditions de son « plan d'intégration en l'emploi » pourrait perdre jusqu'à la moitié de sa prestation de base...**

Conclusion: le ministre de la Solidarité sociale (sic) fait fi du principe annoncé dans la Loi 112 de 2002 et de l'article 59 de la loi actuelle sur l'aide sociale qui établit le principe d'une prestation minimale de l'aide sociale. (*) L'ironie à venir(***)**

Votre réforme de l'aide sociale



Une autre façon de poser la question du revenu

Une allocation universelle

- **Projets de « droite » - Revenu minimum garanti**

- Charles Sirois
- ADQ
- François Blais (ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, responsable du PL 70)

- **Projets de « gauche » - Revenu de citoyenneté**

- Michel Chartrand et Michel Bernard
- Front commun des personnes assistées sociales

Une autre façon de poser la question du revenu



François Blais

(nouveau ancien ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,
responsable du PL 70)

- A reçu le mandat de Philippe Couillard (28-01-16) « de réfléchir à l'instauration d'un revenu minimum garanti »
- Avant d'être élu, Blais a été un professeur universitaire qui a publié le livre « *Un revenu garanti pour tous* » (2001)

Ironie (annoncée tout à l'heure): Alors qu'il est responsable d'un projet de loi qui élimine le principe acquis d'une prestation minimale d'aide sociale, Couillard mandate Blais de réfléchir à l'idée d'un revenu minimum garanti...

Une autre façon de poser la question du revenu

Le professeur François Blais et le revenu minimum garanti

- Son projet visait à remplacer certains programmes sociaux comme l'aide financière aux études et l'aide sociale, soit à **réduire les dépenses publiques**.

« L'allocation universelle est un revenu de base inconditionnel accordé à tous. La prestation peut être modulée en fonction de l'âge, et majorée périodiquement. On peut imaginer **un montant de départ de 300 dollars par mois par adulte** et un peu moins pour les enfants, mais ça reste à voir. »

Entrevue de 2001 (avant l'adoption de la Loi 112).
Blais était alors professeur de sciences politiques à l'université Laval.

Un autre façon de poser la question du revenu

Le Mincome

Dauphin, Manitoba (pop. 10 000) / **Mont Laurier (13 000)**

1974–1978

- Mincome a garanti **un revenu annuel, sans conditions**, à tous les ménages de Dauphin. **Aucune famille n'a eu un revenu en dessous des seuils de l'aide sociale de l'époque** (qui étaient « plus généraux » à l'époque que maintenant.)
 - La question auquel le projet voulait répondre: Avoir un revenu assuré freine-t-il les personnes dans leur recherche d'emploi ?
- L'accès aux prestations se faisait sur **une base volontaire** (par inscription au projet pilote) et **aucune condition** (sauf le lieu de résidence) n'était exigée.
 - Certains ménages inscrits n'avaient droit à aucun ajustement parce qu'ils gagnaient, pendant la période de référence, des revenus « trop élevés ».
 - **On évalue qu'environ 30 % des ménages de la ville de Dauphin avaient droit à des ajustements au cours d'une année.**

Une autre façon de poser la question du revenu

La peur « néolibérale » :

On ne voulait pas savoir ce que le Mincome a donné...

La défaite des deux gouvernements collaborateurs a mis fin au projet en 1978. Pour clore le projet, les chercheurs n'ont reçu qu'un mandat d'archivage.

En 2007 (**30 ans après** la fin du projet), Evelyn Forget (économiste, U. Manitoba) a (finalement) obtenu **la permission** du gouvernement fédéral de consulter les 1800 caisses de documents et de commencer une analyse de l'impact du Mincome sur la population de Dauphin.



Une autre façon de poser la question du revenu

Conclusions préliminaires sur le Mincome (Forget)

1. Le revenu garanti **n'a eu peu d'impact sur la recherche d'emploi**. A l'exception de deux groupes qui ont retardé un peu celle-ci: des mères de jeunes enfants et des adolescent·e·s.
 - Les mères en ont profité pour retarder leur retour au travail après avoir accouché, et les adolescent·e·s et jeunes adultes ont pu aller un peu plus loin dans leurs études.
2. Les données en matière de **santé** sont saisissantes. À Dauphin, **les taux d'hospitalisation, d'accidents et de cas de santé mentale ont diminué de manière perceptible pendant la période du projet pilote**.

A vous la parole

Un revenu de citoyenneté?
Une idée intéressante?